

Ra.D.A.R

que faire?

REVUE COMMUNISTE

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

(LENINE, décembre 1906.)

S O M M A I R E

La Rédaction : Le Front Unique dans le marais... page 1

P. Lenoir : La lutte contre l'impérialisme et la défense de l'U.R.S.S. page 6

DOCUMENTS : N. Lénine : La liberté de critique et l'unité d'action page 17

NOTES : Les deux ans à la Chambre - Le C.C. du Parti Communiste Allemand avoue la faillite etc

N° 4

Avril 1935

PRIX

1 fr.

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an. 10 fr. Six mois 5 fr.
Etranger : — 18 fr. — 10 fr.
Abonnement de soutien : 20 fr.

CORRESPONDANCE ET MANDATS :

G. RUCAR, 10, Rue Gay-Lussac, PARIS-V°

La revue " *Que Faire ?* " se propose :

- 1) D'étudier les causes et le caractère de la crise du mouvement communiste français et mondial ;
- 2) De combattre toutes les tendances qui mènent à la révision du marxisme-léninisme et des principes de l'Internationale Communiste élaborés par Lénine,
- 3) D'analyser les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, d'apprécier à la lumière du marxisme-léninisme la vie politique et sociale du pays, et de soumettre à la critique marxiste les courants et les partis politiques ;
- 4) De grouper autour de la revue tous les communistes prêts à lutter sur la base des principes de la 3^e Internationale, pour le rétablissement de la démocratie intérieure dans le parti communiste, sans laquelle le parti ne peut avoir de politique juste.
- 5) De rechercher, ensemble avec tous les communistes, les meilleures voies et les moyens pour aboutir à ce but ;

Tous les camarades sont priés de nous envoyer leurs observations, notes, articles, de collaborer avec nous dans la réalisation de nos tâches.

ÉDITORIAL

Le Front Unique dans le marais

Voici huit mois que le pacte d'unité d'action fut signé entre le parti communiste et le parti socialiste. Dans la presse des deux partis et dans les meetings organisés en commun, l'on continue à se féliciter de l'existence de l'unité d'action. Il est vrai que l'unité d'action a renforcé la position de la classe ouvrière contre la réaction et les tentatives fascistes, et qu'elle aurait pu ouvrir de grandes perspectives à la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Mais ceci ne saurait dissimuler un fait brutal : le marasme actuel de l'unité d'action et la croissance de certains éléments de décomposition dans son sein.

Loin de se développer vers des formes d'action plus révolutionnaires, le front unique prolétarien continue à se limiter à l'organisation de meetings communs — d'ailleurs de moins en moins nombreux et aussi moins fréquentés et moins enthousiastes. Ce n'est qu'à Paris qu'eurent lieu ces derniers temps des manifestations dont d'ailleurs les révolutionnaires prolétaires n'ont pas lieu d'être fiers : la manifestation ultra-légaliste et de « défense républicaine » du 10 février place de la République, l'équipée extrêmement mal conçue et mal conduite le soir du 6 février et le vague et confus rassemblement à la gare de l'Est à l'arrivée de Schuschnigg où, sans organisation, des milliers de prolétaires révolutionnaires virent, sans pouvoir réagir, la police les arrêter par centaines.

Au lieu d'observer un élargissement géographique de l'unité d'action, on constate, au contraire, un rétrécissement constant de son application surtout en province, et, dans la plupart des régions, surtout là où le rapport des forces parle nettement en faveur du parti socialiste, les organisations fédérales et locales de ce parti se dérobent et se refusent de plus en plus nettement à l'organisation de luttes partielles en commun.

R=61296 60e
⑤

Le développement des tendances révolutionnaires dans le parti socialiste, le processus de différenciation dans ce parti entre les éléments révolutionnaires et les éléments réformistes, apparaissent arrêtés ou même en régression.

A nouveau, l'influence de masse du parti socialiste et du parti communiste — qui surtout pour ce dernier s'était développée au cours de l'année 1934 — semble marquer le pas.

Enfin, en place d'une clarification des problèmes principaux de l'heure dans la conscience des masses, règne une grande confusion.

Tels nous semblent être les aspects permettant de parler du marasme actuel de l'unité d'action.

**

Cette situation s'est reflétée au Conseil national du parti socialiste, où la presque unanimité des cadres des fédérations socialistes de province — c'est-à-dire l'énorme majorité du Conseil national — s'est montrée nettement hostile au développement du front unique d'action. Naturellement, en dehors de rares éléments d'extrême-droite, les cadres socialistes de province n'osèrent pas préconiser encore la rupture de l'unité d'action. Chacun d'eux se rend compte qu'une telle attitude les isolerait immédiatement des masses prolétariennes. Mais entre Rivière ou Frossard, qui ne cachent pas leur volonté de rupture immédiate, et Lebas, Paul Faure ou Léon Blum, il n'y a pas d'autre différence qu'une question d'opportunité. Les premiers n'hésiteraient pas à prendre dès aujourd'hui la responsabilité de la rupture sur n'importe quel prétexte fourni par des formules de l'Internationale Communiste; les seconds n'osent pas encore prendre cette responsabilité; ce n'est pas l'envie qui leur en manque, mais ils savent et disent ouvertement que, même s'ils venaient « bardés de citations des Cahiers du Bolchévisme », les masses se refuseraient à les suivre. Les premiers pensent que, même s'il doit y avoir quelques dégâts dans leur parti, il vaut mieux rompre tout de suite; les seconds pensent que ces dégâts — qui risqueraient d'être considérables, dans la Seine tout au moins — pourront être évités si l'on continue à freiner l'action à l'intérieur du front unique, si l'on continue à paralyser tout développement révolutionnaire dans son sein, notamment en renforçant la campagne pour l'unité organique entre les courants réformiste et révolutionnaire du prolétariat.

La victoire écrasante de la tendance Lebas-Paul Faure-Séverac au Conseil national socialiste doit être appréciée comme la victoire de ceux qui souhaitent que se perpétuent et que s'accroissent le marasme, la coagulation, en un mot l'impuissance du front unique, et comme la défaite des tendances révolutionnaires dans le parti socialiste qui se sont reflétées dans les interventions de Pivert et de Zyromski.

Malheureusement, au lieu de souligner ce fait politique, très clairement, devant les masses, au lieu de poser la question :

comment se fait-il que l'on en soit arrivé là après six mois de pacte? — au lieu de s'efforcer de voir qui est responsable de ce piètre résultat et ce qu'il faut faire pour CHANGER RADICALEMENT LE COURS D'EMBOURBEMENT DU FRONT UNIQUE, la direction du parti communiste se réjouit des résultats du Conseil national socialiste!

Elle se réjouit de ce que « personne n'a proposé la rupture de l'unité d'action », comme si la tactique de paralysie du front unique — dont elle ne dit pas un mot — n'était pas dans le moment présent cent fois, mille fois plus dangereuse pour le prolétariat révolutionnaire que les velléités de rupture brutale d'un Frossard!

Ces questions que la direction du parti communiste ne pose pas, chaque ouvrier révolutionnaire doit les poser et s'efforcer d'y donner une réponse.

**

Il ne faut jamais oublier que le front unique a été conclu entre un parti — le P. C. F. — qui, malgré sa bureaucratisation, est le parti du prolétariat révolutionnaire, et un parti — le parti S. F. I. O. — qui est réformiste en dépit des courants révolutionnaires existant dans son sein.

Aussi le parti socialiste représente-t-il naturellement, dans son ensemble, une tendance permanente à freiner l'action, à la maintenir dans les cadres du Parlement ou de la presse, et à réduire à rien l'action directe des masses.

Mais cette tendance permanente devrait précisément être débordée et finalement vaincue si le parti communiste était capable de remplir son rôle d'avant-garde consciente du prolétariat.

C'est précisément ce qui n'a pas lieu.

La principale cause de cette déficience — et nous l'avons vigoureusement souligné dès le premier numéro de Que Faire? — c'est que, par le pacte excluant toute critique au cours de l'action et même après l'action, la direction du parti communiste a lié les mains du parti. Sans critique marxiste, publique, de l'action, impossible de corriger et de faire progresser cette action.

Mais c'est aussi que, dans aucun des grands problèmes posés par la situation créée depuis le 6 février 1934, le parti n'a pu définir et mener une véritable politique révolutionnaire. Il a suivi les événements sans perspective révolutionnaire, sans clarté dans les questions fondamentales, sans démocratie intérieure qui seule permet la critique et le contrôle de la politique de la direction par les membres du parti.

Le réveil du mouvement ouvrier après le 6 février 1934 a réussi à imposer le front unique d'action, à enrayer pour un temps l'activité des ligues, à chasser Doumergue. Le rôle du parti du prolétariat, dans de telles conditions, aurait été de donner à ce mouvement de masse la puissance et la conscience

nécessaires pour changer de façon décisive le rapport des forces entre la réaction et la révolution. Et le premier objectif à atteindre était le désarmement et la dissolution des ligues par l'action directe des masses ouvrières.

Mais au lieu de passer à l'offensive, pousser les succès partiels jusqu'au bout, transformer le recul de la réaction en déroute, le parti se limita au mot d'ordre pacifique et utopique du désarmement des ligues par leur propre gouvernement, empêchant les prolétaires de systématiser les exemples de la lutte directe spontanée contre les bandes réactionnaires.

Au lieu d'élever le niveau de la lutte du prolétariat et d'entraîner les ouvriers socialistes sur la voie de la lutte révolutionnaire, la direction du parti a conduit le prolétariat dans le cul-de-sac du Front Populaire pour la défense de la République.

Au moment où il était nécessaire de lier plus étroitement que jamais devant les masses les revendications immédiates aux perspectives révolutionnaires en montrant comment, de la situation actuelle, surgissent impétueusement les mots d'ordre du contrôle ouvrier, des comités d'entreprises, au moment où il fallait formuler un programme complet de lutte pour le contrôle révolutionnaire de la production, la direction du parti s'efforce de minimiser le mouvement ouvrier au niveau d'une sorte de trade-unionisme et condamne toutes tentatives de montrer l'issue révolutionnaire de la crise comme des inventions petites-bourgeoises.

Devant la manœuvre réformiste visant à paralyser l'unité d'action en préconisant l'unité organique du courant révolutionnaire et du courant réformiste dans un seul parti, la direction du parti ne sait pas montrer la voie à suivre pour l'unification dans l'action des courants révolutionnaires prolétariens **CONTRE LE REFORMISME.**

Face à l'appel du parti socialiste du 16 mars proposant la rencontre de trois délégations (S. F. I. O., P. U. P., P. C.) pour élaborer la base constitutive d'un parti unique, elle s'abstient de poser clairement les principes essentiels du communisme et de se déclarer d'accord pour la fusion avec tous ceux qui, par leur activité réelle, se montreront d'accord avec ces principes, c'est-à-dire en posant clairement le principe de la scission d'avec les réformistes. Au lieu de cela, elle oscille entre deux positions : l'attitude équivoque : « Nous aussi, nous sommes pour l'unité organique » et l'attitude sectaire : « Unité sur la base du programme du 6^e Congrès de l'I. C. », ce qui ne permet de convaincre aucun ouvrier socialiste, et ce qui heurte aussi de nombreux ouvriers révolutionnaires qui, d'accord avec les principes constitutifs de l'I. C. et ses premiers congrès, sont loin d'accepter le document de 1928 baptisé du nom de Programme.

La passivité de la direction du parti dans la lutte contre les deux ans, le manque de clarté de son attitude dans cette question cruciale, ne permettent pas au parti, là encore, de jouer son

rôle d'avant-garde révolutionnaire, d'animateur et de fécondateur de l'unité d'action.

Enfin, son régime intérieur, la négation de la démocratie prolétarienne dans ses rangs, repoussent les ouvriers révolutionnaires qui se trouvent dans le parti socialiste et qui évoluent vers le communisme.

*
**

En résumé, la politique opportuniste de la direction du P. G., dont nous venons de rappeler rapidement quelques aspects essentiels et récents, a créé de grandes désillusions dans les rangs du prolétariat et une déception certaine devant la réalisation concrète de l'unité d'action sous la forme du pacte. Cette politique favorise la réaction et laisse le terrain libre aux manœuvres des réformistes qui veulent châtrer le front unique. Cette politique empêche la différenciation de se poursuivre dans les rangs du parti socialiste.

Si le front unique en France est profondément engagé dans le marais de l'inaction, s'il marque le pas, s'il n'évolue pas vers des formes de lutte plus révolutionnaires, s'il ne suscite pas une clarification de la conscience révolutionnaire des masses, s'il n'a pas comme corollaire un renforcement des courants révolutionnaires dans les masses influencées par le réformisme et une lutte de ces masses contre les entraves que le réformisme apporte à l'action, nous devons donc, nous communistes, en voir la cause principale dans la fausse politique de la direction du P. C. : sous le prétexte de ne pas rompre le « pacte », c'est-à-dire pour garder le front unique « à tout prix », la direction du P. C. n'hésite pas à sacrifier l'action révolutionnaire. D'un moyen, d'un levier pour l'action révolutionnaire, elle a fait un fétiche inerte, un but en soi.

Or, nous disons qu'un front unique sans action révolutionnaire compromet l'idée même du front unique. Les communistes doivent tous s'atteler à la tâche de faire sortir le front unique du marais où il est engagé.

Mais cette lutte signifie lutte contre la politique opportuniste de la direction du parti et du courant qui la soutient. Elle ne peut être menée avec succès sans l'organisation de tous les éléments qui sont restés fidèles au marxisme-léninisme, aussi bien au dedans qu'en dehors du parti.

PROBLÈMES ACTUELS

La lutte contre l'impérialisme et la défense de l'U.R.S.S.

L'U.R.S.S. et les Blocs Impérialistes L'adhésion de l'Union Soviétique à la S.D.N. en 1934 marque un tournant dans sa politique extérieure. Pendant les quinze premières années de son existence, jusqu'à 1932, l'U.R.S.S. conservait une attitude indépendante dans ses rapports avec les pays impérialistes, ne participait pas à leurs blocs et alliances, poursuivait une politique extérieure visant au maintien et à la consolidation des relations pacifiques avec tous les pays. L'U.R.S.S. ne se refusait jamais à utiliser les contradictions entre les pays impérialistes, à se servir de leur aide économique et même militaire (par exemple de la part de l'Allemagne), mais elle le faisait en conservant soigneusement son indépendance, en refusant farouchement de s'intégrer aux groupes en présence.

Les seuls pays alliés de l'U.R.S.S. furent, dans cette période, les pays luttant pour leur indépendance nationale contre l'impérialisme (comme la Turquie); pendant une certaine période, l'U.R.S.S. envisageait une alliance avec l'Allemagne (autour de 1921-23), qui traversait une période révolutionnaire et dont la lutte contre le Traité de Versailles comportait aussi des éléments de lutte pour son existence nationale. Dans les deux cas, cette alliance était basée sur les intérêts communs de lutte contre les pays impérialistes dirigeants, contre le traité de Versailles.

L'occupation de la Mandchourie par le Japon en 1931-32 et surtout l'arrivée au pouvoir en Allemagne en 1933 des hitlériens foncièrement antisoviétiques, changent la situation internationale, aggrave, en premier lieu, le danger de la guerre antisoviétique. En même temps, la défaite du prolétariat allemand, avec toutes ses répercussions sur le mouvement ouvrier international, affaiblit considérablement les positions internationales de l'U.R.S.S. Car il ne faut jamais oublier que le seul allié sûr et fidèle de l'Union Soviétique, c'est le prolétariat international.

Dans ces conditions le gouvernement soviétique s'orienta sur une alliance avec l'impérialisme français et son bloc constitué pour répondre par la guerre à chaque tentative de « déplacer les bornes-frontières en Europe ». Le développement des visées révisionnistes de l'impérialisme allemand, qui réarme fébrilement et cherche des alliés dans le monde entier, a poussé les membres du « bloc versaillais » au resserrement de leurs liens et aussi à la recherche de nouveaux alliés contre l'Allemagne. Ainsi furent jetées les bases du rapprochement entre l'U.R.S.S. et la France, la Petite Entente et l'Entente balkanique. L'U.R.S.S. a rejoint le camp des partisans du *statu quo* et de la « sécurité » en échange de la garantie militaire de ses frontières. C'est le sens du pacte oriental d'assistance mutuelle qui est devenu la base de la politique extérieure actuelle de l'U.R.S.S. Ce pacte prévoit le déclenchement automatique des opérations militaires contre quiconque violerait les frontières d'un des pays signataires du pacte. Cela signifie que l'U.R.S.S. est prête à participer, en coalition avec la France et ses satellites, à la guerre contre les pays révisionnistes qui ne peuvent, à la fin du compte, modifier les frontières actuelles que par la guerre.

Nous ne pouvons pas entrer ici dans l'examen de la politique extérieure de l'U.R.S.S., à savoir, dans quelle mesure l'orientation actuelle du gouvernement soviétique assure la défense de l'U.R.S.S. et favorise la mobilisation des forces susceptibles de repousser l'agression impérialiste contre l'U.R.S.S. Cette analyse fera l'objet d'une étude particulière. Nous devons nous arrêter seulement, en passant, sur certaines critiques contre l'U.R.S.S. par certains socialistes de gauche et par Doriot, à savoir, que l'Etat prolétarien n'a pas le droit de conclure des alliances avec les États bourgeois.

Aucun prolétaire conscient ne peut refuser ce droit à l'U.R.S.S. Pour se défendre contre un groupe de brigands impérialistes, la république soviétique peut être amenée, dans certaines circonstances, à conclure un compromis, même une alliance militaire avec un autre groupe qui, *pour le moment*, n'a pas intérêt à l'attaquer. On peut et on doit discuter du caractère et des limites de ce compromis, il faut voir les dangers qu'il entraîne — chaque compromis est dangereux dès qu'on dépasse les limites étroites où il conserve sa raison d'être — mais la critique concrète de ce point exige une clarté préalable quant au droit de l'U.R.S.S. de passer des alliances avec les États capitalistes.

Les ouvriers révolutionnaires, pour prendre position envers la future guerre, ne doivent pas attendre son commencement. Ils doivent dès aujourd'hui définir la politique prolétarienne dans la guerre qui se prépare entre deux groupes d'États dont l'un pourra être constitué par l'alliance de l'U.R.S.S. avec certains pays impérialistes. Le marxisme-léninisme nous fournit la boussole sûre pour nous guider dans la situation complexe actuelle qui engendre la guerre.

**Le Marxisme
et les guerres**

Le marxisme n'a rien de commun avec le pacifisme vulgaire qui rejette toute guerre et toute violence, qui confond dans la même négation stérile la violence réactionnaire, employée par les oppresseurs et impérialistes pour défendre et augmenter leurs profits, et la violence révolutionnaire, y compris les guerres révolutionnaires, employée par les opprimés contre le joug qui pèse sur eux. Le marxisme exige l'analyse historique concrète de chaque guerre pour déterminer si c'est une guerre progressive correspondant aux intérêts du prolétariat, ou bien une guerre réactionnaire, contraire aux intérêts du prolétariat et de sa lutte émancipatrice. Seule cette analyse permet de définir une tactique juste dans la guerre.

Le marxisme rejette les critères formels pour apprécier la guerre, par exemple, la question de savoir qui est l'agresseur, de même qu'il ne se laisse pas impressionner par des phrases sur la défense de la patrie. Dans un article écrit en octobre 1916 (inédit en français), Lénine résume d'une façon concise l'attitude marxiste envers la guerre et « la défense de la patrie ».

Qu'est-ce qu'en fait « la défense de la patrie »? Est-ce un terme scientifique, économique, politique ou autre? Non. C'est tout simplement le terme courant et le plus usuel pour justifier la guerre. Rien de plus.

...Le mot d'ordre de la défense nationale est le plus souvent la justification inconsciente de la guerre de la part de philistins ne sachant analyser la signification et le sens historique de chaque guerre particulière.

Le marxisme donne une telle analyse, il dit: « Si le « sens véritable » de la guerre consiste, par exemple, dans le renversement du joug national (ce qui est particulièrement caractéristique pour l'Europe en 1789-1871), alors la guerre est progressive de la part du peuple ou de l'Etat opprimés. Si le « véritable sens » de la guerre est le partage des rapines, la répartition des colonies, l'annexion des pays étrangers (telle est la guerre de 1914-1918), alors parler de la défense nationale, c'est « tromper le peuple ».

Comment peut-on déterminer le « véritable sens » de la guerre, comment peut-on la définir? La guerre est la continuation de la politique. Il faut étudier la politique menée avant la guerre, la politique qui aboutissait et qui a abouti à la guerre. Si cette politique était une politique impérialiste c'est-à-dire la lutte pour les intérêts du capital financier, pour l'exploitation et l'oppression des colonies et des autres pays, la guerre qui en découlerait serait une guerre impérialiste. Si cette politique était une politique de libération nationale, exprimant le mouvement de masse contre l'oppression nationale, la guerre qui découlerait de cette politique serait une guerre de libération nationale.

... Ce qui importe pour un philistin, c'est la question où sont les troupes, qui est aujourd'hui le vainqueur. Ce qui importe pour un marxiste, c'est la question pour quels buts on mène cette guerre pendant laquelle la victoire peut passer tantôt de l'un tantôt de l'autre côté.

Plus loin Lénine cite un passage d'un article de Kautsky de 1910 qui conserve aujourd'hui toute son actualité:

Dans la guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre (de même qu'entre l'Allemagne et la France ou l'Angleterre en 1935. — P. L.), il ne s'agit pas

de la démocratie, mais de la domination mondiale, c'est-à-dire de l'exploitation du monde. Ce n'est pas une question qui devrait déterminer les social-démocrates à prendre le parti des exploités de leur peuple.

Voici, ajoute Lénine, une excellente formule marxiste qui coïncide parfaitement avec les nôtres... les guerres sont la continuation de la politique; donc si la lutte pour la démocratie a lieu, la guerre pour la démocratie est possible... Nier « la défense de la patrie », c'est-à-dire la participation à une guerre démocratique, est une absurdité qui n'a rien de commun avec le marxisme. Embellir la guerre impérialiste en la qualifiant de guerre pour « la défense nationale », c'est-à-dire la présenter comme une guerre démocratique, cela signifie tromper les ouvriers, passer du côté de la bourgeoisie réactionnaire.

Pour les marxistes la première condition afin de définir une politique juste est d'apprécier le caractère concret de la guerre: l'époque où elle a lieu, le caractère de la politique des belligérants. Ainsi s'explique la contradiction apparente entre l'attitude de Marx et d'Engels qui soutenaient les guerres nationales en Europe en 1789-1871 (toutes les guerres de cette époque n'étaient pas nationales) et l'attitude négative des marxistes révolutionnaires envers la guerre menée par les mêmes Etats en 1914-18. Ce sont les conditions de l'époque impérialiste, dans laquelle ces pays sont entrés, qui expliquent pourquoi leur guerre devait inévitablement prendre le caractère de guerre impérialiste, de guerre réactionnaire et anti-démocratique.

**Les ennemis et les alliés
de l'U.R.S.S.**

La politique prolétarienne dans une guerre où participe l'U.R.S.S., ne peut être la même que dans la guerre de 1914-18, précisément parce que la participation de l'U.R.S.S. apporte des éléments nouveaux, modifie le caractère de la guerre. Seule l'analyse concrète de la politique des belligérants futurs nous fournira la réponse à la question qui préoccupe les ouvriers de tous les pays et à laquelle on chercherait vainement une réponse tant soit peu précise dans la presse communiste officielle: que faire dans une guerre pareille?

La coalition révisionniste, « le bloc allemand » ne lutte pas pour sa libération nationale, car parler actuellement de l'oppression nationale de l'Allemagne et de la Hongrie, c'est tout simplement verser de l'eau au moulin des impérialistes de ces pays. Dans la première période après la guerre mondiale, des tendances se faisaient jour, surtout chez les impérialistes français, pour morceler l'Allemagne, en détacher la Rhénanie, etc., mais depuis l'échec de l'aventure de Poincaré dans la Ruhr, on ne peut plus parler de l'oppression nationale de l'Allemagne. Ce qui reste du Traité de Versailles ne transforme pas l'Allemagne en une nation opprimée, pas plus que le Traité de Francfort de 1871 ne transformait la France en un peuple opprimé. La propagande des communistes allemands contre le Traité de Versailles en tant que traité d'oppression nationale, leur « programme de libération sociale et natio-

nale du peuple allemand » de 1930 n'ont que facilité au néo-impérialisme allemand le camouflage de ses plans impérialistes.

L'Allemagne actuelle est un pays impérialiste qui « cherche sa place au soleil »; débarrassé presque complètement des entraves versaillaises, le brigand impérialiste allemand se prépare, à un rythme accéléré, à la nouvelle répartition du monde à son avantage et au renversement de l'hégémonie française en Europe. Pour le moment, l'expansion vers l'Est — la conquête de l'Ukraine soviétique en alliance avec l'impérialisme polonais — domine les plans hitlériens, mais ce projet forme une partie *indivisible* du plan général allemand du nouveau partage de l'Europe et du monde. Les alliés plus ou moins définitifs de l'Allemagne (Japon, Pologne, Hongrie) tendent également au changement du *statu quo* non pas pour des raisons d'émancipation nationale, mais pour élargir leurs sphères d'exploitation, pour opprimer d'autres peuples. Les éléments de libération nationale qui existent dans une certaine mesure (par exemple pour la Hongrie) jouent un rôle tout à fait secondaire.

Dans la mesure où l'impérialisme allemand s'oriente contre l'Union Soviétique, sa politique acquiert un nouvel aspect. L'U.R.S.S. est un Etat révolutionnaire, représentant la dictature du prolétariat. En s'attaquant à l'U.R.S.S., l'impérialisme allemand intervient en tant que représentant de la réaction capitaliste mondiale voulant détruire le pays de la révolution prolétarienne. La guerre contre l'U.R.S.S., ce n'est pas une guerre impérialiste ordinaire, c'est par excellence une guerre réactionnaire et contre-révolutionnaire.

Si nous passons maintenant à l'examen de la politique des pays de la coalition antirévionniste (U.R.S.S., France avec ses satellites; quant à l'Angleterre et l'Italie, on ne saura pas, probablement, jusqu'au dernier moment de quel côté elles seront), il faut distinguer deux systèmes sociaux qui s'allient: l'U.R.S.S. luttant pour la défense de la dictature prolétarienne, et ses alliés bourgeois luttant pour des buts impérialistes, pour le maintien de leur conquête de la dernière guerre, pour la consolidation et l'élargissement de l'oppression nationale et coloniale, base de leur puissance. Le caractère progressif de la guerre menée par l'U.R.S.S. ne changerait pas, même si le gouvernement soviétique commettait des fautes graves dans sa politique. Le caractère de la guerre, comme nous l'avons vu, n'est déterminé ni par des considérations *formelles* sur l'agresseur (qui a commencé?), ni par les conceptions subjectives des gouvernants, mais par le caractère du système social soviétique et par la politique du pouvoir soviétique, politique complètement étrangère à toute préoccupation impérialiste, et visant à la défense des conquêtes de la révolution.

Quel est le caractère de la politique des pays impérialistes alliés de l'U.R.S.S.? Selon Litvinov (l'I.C. évite de se prononcer nettement sur cette question) ces pays se distinguent des pays antisoviétiques par

leur attitude envers la paix: les premiers veulent la maintenir et consolider, les seconds *seuls* préparent la guerre (1). Ainsi l'impérialisme français allié à l'U.R.S.S. n'est plus « le pays le plus impérialiste et le plus militariste au monde » (Staline en 1930), non, il devient le chevalier de la paix obligé de se défendre contre les menaces allemandes.

Cette nouvelle théorie constitue la révision des enseignements de Marx et de Lénine sur la guerre ainsi que de la théorie léniniste de l'impérialisme. On substitue ici au critère *marxiste*: quelle est la politique menée par l'Etat donné? un critère *formel*: quel est l'Etat qui veut déplacer les frontières actuelles? (la définition de l'agresseur de Litvinov en 1933). Au lieu d'analyser pourquoi dans le stade actuel un groupe de brigands impérialistes recherche l'alliance du *seul* Etat menant une véritable politique de paix: l'U.R.S.S., contre un autre groupe de brigands, on idéalise les alliés actuels de l'U.R.S.S., on les présente comme des gens honnêtes attachés à la paix, éblouis par les succès de l'U.R.S.S.; on ne fait ainsi que tromper les ouvriers.

Cette idéologie est extrêmement dangereuse, elle sert à la préparation de « l'union sacrée » pendant la guerre. Si vraiment le Comité des Forges et l'Etat-major français, les boyards roumains, les hobereaux yougoslaves, etc., concluaient l'accord d'assistance *militaire* mutuelle avec l'U.R.S.S. pour défendre la paix, les ouvriers devraient, selon cette « théorie », dans le cas de l'agression allemande, leur accorder le soutien complet et inconditionnel. D'autre part, on sait bien, d'après les expériences toutes récentes (guerre de 1914-18, guerre sino-japonaise de 1931-32, le conflit italo-éthiopien de 1934-35) comment les impérialistes savent s'arranger pour présenter toujours l'adversaire comme l'agresseur.

En réalité, l'alliance avec l'U.R.S.S. ne change pas le caractère *impérialiste* des Etats du groupe français, comme l'acceptation ou le refus du front unique ne changent pas le caractère *petit-bourgeois* des partis socialistes. La bourgeoisie française, alliée ou non à l'U.R.S.S., continue à poursuivre sa politique d'oppression brutale et de spoliation des peuples coloniaux, elle veut consolider, par ses alliances et par son appareil militaire, son hégémonie en Europe; elle entre ainsi en contradiction avec ses rivaux impérialistes et prépare, comme eux, de nouvelles guerres. Ce n'est pas l'amour de la paix, ni l'amitié pour l'U.R.S.S. qui l'animent dans sa lutte contre l'Allemagne, comme dans sa politique de rapprochement avec l'U.R.S.S., ce sont des buts de spoliation impérialiste, des buts de guerre pour la domination européenne et mondiale.

(1) Ainsi la note soviétique du 20 février, relative à la conférence de Londres, divise les peuples d'Europe en ceux qui soutiennent activement ou considèrent avec sympathie « tout ce qui peut être entrepris pour la consolidation de la paix » (énorme majorité) et les représentants de « la tendance à accroître les dangers de guerre » (minorité relativement insignifiante).

L'U.R.S.S. ne constitue pas actuellement une menace directe pour la bourgeoisie française. C'est pourquoi, en présence du danger allemand plus immédiat, elle accepte l'alliance avec l'U.R.S.S. pour s'assurer le soutien des baïonnettes soviétiques dont la qualité seule compte pour elle. Elle prend d'ailleurs dès maintenant des mesures indispensables pour préserver ses travailleurs au cours de la guerre du danger de « contamination communiste ». L'aggravation des contradictions sociales en France, ranimera les tendances antisoviétiques dans la bourgeoisie française, qui n'ont pas du tout disparu. Ce renforcement inévitable des tendances poussant la bourgeoisie de ce pays dans les bras de ses ennemis bourgeois pour se sauver devant la révolution socialiste menaçante, donne à la coalition de l'U.R.S.S. avec un groupe impérialiste, un caractère instable, contradictoire, précaire. Il serait dans la plus haute mesure dangereux de méconnaître ce caractère de la politique des alliés capitalistes de l'U.R.S.S. et de ne pas préparer, dès aujourd'hui, les ouvriers aux trahisons presque certaines, dans certaines conditions inévitables, des alliés impérialistes envers l'U.R.S.S.

Le Proletariat et la défense de l'U.R.S.S. Ce qui intéresse, en premier lieu, les ouvriers dans la politique internationale actuelle, ce n'est pas l'intangibilité des frontières européennes ou la sécurité de leurs exploités, c'est la victoire de la révolution internationale et la défense de l'U.R.S.S. La politique du prolétariat ne sera juste que dans la mesure où il poursuivra la réalisation de ces deux buts indissolublement liés.

La défaite éventuelle de l'U.R.S.S. porterait un coup terrible au prolétariat mondial, elle signifierait le recul pour toute une période du mouvement révolutionnaire international et pourrait amener le triomphe d'une sainte alliance capitaliste fasciste, dans le genre de celle de 1815, après la défaite de la France napoléonienne.

La défense de l'U.R.S.S. exige des ouvriers le soutien de toutes les mesures qui renforcent réellement sa position internationale et augmentent sa capacité de défense. Le prolétariat révolutionnaire soutient donc l'octroi des crédits à l'U.R.S.S., les accords commerciaux avec elle, il exige la reconnaissance de l'U.R.S.S. par tous les pays qui ne l'ont pas encore fait. Les communistes avaient raison d'exiger de leurs gouvernements de voter pour l'admission de l'U.R.S.S. à la S.D.N., de combattre ceux qui ont voté contre cette admission, tout en dénonçant le caractère impérialiste de la S.D.N. (cela ne doit naturellement, diminuer en rien le droit des communistes de critiquer la politique extérieure de l'U.R.S.S.; ce sont deux plans différents). Dans le même sens le prolétariat combat toute combinaison internationale dirigée contre l'U.R.S.S. (le pacte à quatre, l'alliance germano-polonaise, l'accord germano-japonais (?), etc.), soutient par contre les accords internationaux conclus

par le gouvernement soviétique dans l'intérêt de l'U.R.S.S. (traités de non-agression avec l'U.R.S.S., accords politiques, etc.).

Mais cette politique n'est concevable pour les communistes qu'en liaison la plus étroite avec la lutte contre leur propre bourgeoisie. Tout en soutenant des mesures concrètes en faveur de l'U.R.S.S., nous devons dénoncer les buts impérialistes poursuivis par la « bourgeoisie alliée », nous devons montrer sans cesse aux masses que l'alliance de leurs exploités avec l'U.R.S.S. ne peut être ni solide, ni durable, ni stable. Nous devons mettre à nu les contradictions, les inconséquences de la politique du rapprochement avec l'U.R.S.S., démasquer les tendances antisoviétiques, expliquer l'inévitabilité, dans certaines conditions, du passage des exploités alliés à l'U.R.S.S. dans le camp antisoviétique. Les exemples historiques abondent pour montrer l'alliance des belligérants capitalistes contre les ouvriers: alliance de Bismarck et de Thiers contre la Commune de Paris, la collaboration des ennemis de la guerre mondiale contre la république des soviets en 1919-1920, etc. *Seul le prolétariat au pouvoir conclura une alliance solide et inébranlable avec la république soviétique et pourra assurer la victoire du prolétariat révolutionnaire sur la contre-révolution capitaliste.*

Rappelons à cette occasion que les révolutionnaires prolétariens ne refusent jamais le soutien des réformes qui améliorent réellement les conditions de vie des travailleurs (assurances sociales, libertés démocratiques, journée plus courte du travail), mais ils ne font jamais confiance, comme les réformistes, aux gouvernements bourgeois, ils savent que seule la lutte intransigeante contre la bourgeoisie et son état leur apporte des avantages réels. Ils savent que « les réformes ne sont que le sous-produit de la lutte révolutionnaire » (Lénine).

Dans le même sens ils luttent pour une aide efficace à l'U.R.S.S., dans le cadre du régime capitaliste, en accord avec les travailleurs soviétiques, non pas en faisant confiance à l'Etat-Major ou aux gouvernements « pro-soviétiques », mais en les combattant, en démasquant les mensonges réformistes sur l'attachement à la paix de leurs capitalistes, en gardant leur indépendance de classe et la liaison intime de la lutte pour les réformes avec la lutte pour la révolution.

Le Proletariat et la guerre

La politique prolétarienne dans la guerre découle de sa politique avant la guerre.

Dans les pays qui feront la guerre contre l'U.R.S.S., les ouvriers doivent se prononcer, sans contestation possible, pour la défaite de leurs gouvernements, ils doivent agir pour transformer la guerre contre-révolutionnaire de leur bourgeoisie en guerre civile du prolétariat contre le régime capitaliste. Seule une politique pareille contribuera efficacement à la défense de l'U.R.S.S. et leur permettra d'utiliser la crise économique et politique provoquée par la guerre

« pour soulever le peuple et précipiter par là même la chute de la domination capitaliste » (2).

Dans les pays neutres, les communistes devront, en s'inspirant toujours des intérêts de la défense de l'U.R.S.S., appeler le prolétariat au boycottage actif de tous les Etats impérialistes qui mènent la guerre contre l'U.R.S.S. Cela signifie l'arrêt de tout transport des munitions et des marchandises pour ces pays par des grèves et des actions de masse; cela signifie la lutte contre l'octroi de crédits et d'emprunts à ces pays et l'organisation du boycottage des entreprises qui livrent des marchandises aux ennemis de l'U.R.S.S.

Doriot et certains socialistes de gauche, en s'appuyant sur le fait incontestable que la France, quoique alliée de l'U.R.S.S., reste un pays impérialiste et fait une politique impérialiste, se prononcent, de façon plus ou moins nette, pour l'application dans les pays capitalistes alliés de l'U.R.S.S. de la même politique défaitiste que dans les pays qui font la guerre contre elle. Lénine n'a-t-il pas dit que « la classe révolutionnaire, dans une guerre réactionnaire, ne peut faire autrement que de souhaiter la défaite de son gouvernement. C'est un axiome. »

Cette conception et cette application abstraite d'une citation de Lénine sont en contradiction avec l'A. B. C. du marxisme, car on remplace ici l'analyse concrète des circonstances et du caractère de la guerre par des considérations générales, car on semble ignorer intentionnellement le caractère du régime et de la politique de l'U.R.S.S. La guerre, avec la participation de l'U.R.S.S., ne sera pas la même que celle de 1914-18; nous aurons ici, au fond, deux guerres qui s'interpénétreront: de la part de l'U.R.S.S., une guerre révolutionnaire; de la part de ses alliés bourgeois, une guerre impérialiste.

Le caractère progressif de la guerre menée par l'U.R.S.S. et la nécessité de soutenir l'U.R.S.S., d'assurer sa défense, exigent du prolétariat des pays alliés de l'U.R.S.S. l'adoption d'une politique *autre que celle du défaitisme*. Les communistes de ces pays doivent prendre comme base de leur tactique le caractère *contradictoire* de la coalition soviéto-impérialiste. Il ne faut jamais oublier que les alliés capitalistes de l'U.R.S.S. poursuivent une politique impérialiste, réactionnaire aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Pour la bourgeoisie, la guerre n'est pas seulement un moyen de politique extérieure, elle constitue aussi une arme de politique intérieure. Elle amène le renforcement de la réaction, car ce n'est qu'en abolissant plus ou moins ouvertement les droits démocratiques des travailleurs, en renforçant leur oppression que la bourgeoisie assure son arrière et peut empêcher le prolétariat de se défendre contre son

(2) Résolution du Congrès socialiste international de Stuttgart de 1907.

exploitation accrue, contre la spoliation des masses par les profiteurs et spéculateurs pour qui la guerre est la meilleure affaire au monde. *Si le prolétariat, sous le prétexte de la nécessité d'assurer la défense de l'U.R.S.S., abandonnait dans la guerre sa lutte révolutionnaire de classe, il trahirait les principes mêmes du communisme, sa mission historique, il glisserait sur les positions réformistes qui mènent vers l'union sacrée.*

« Mais si vous rejetez le défaitisme, votre chute dans l'union sacrée est inévitable » disent certains camarades. Cet argument, tiré de l'opposition entre la tactique révolutionnaire et la tactique social-impérialiste dans la dernière guerre, méconnaît complètement les circonstances concrètes dans lesquelles mûrit la future guerre.

Dans la dernière guerre, les social-chauvins ont *doublement* trahi le socialisme. En premier lieu, ils ont qualifié une guerre impérialiste, guerre réactionnaire par excellence, de guerre progressive, guerre nationale. En second lieu, ils ont « suspendu » la lutte de classes pendant la guerre et réalisé l'union sacrée avec leur bourgeoisie en trahissant ainsi l'internationalisme prolétarien et les bases mêmes du socialisme, en poussant à leur conséquence extrême les fautes du réformisme.

Jamais et dans aucune condition le prolétariat ne peut et ne doit « suspendre » la lutte des classes et trahir ainsi sa mission historique. Dans une guerre où sa bourgeoisie serait l'alliée de l'U.R.S.S., le prolétariat français doit dénoncer avec la plus grande vigueur les buts impérialistes de sa propre bourgeoisie, en mettant en avant le caractère *contradictoire* de la coalition des impérialistes avec l'U.R.S.S. Cette contradiction ne peut être définitivement résolue, dans l'intérêt du prolétariat, que par la révolution prolétarienne en France. *Le but du prolétariat français, dans cette guerre, reste donc la prise révolutionnaire du pouvoir qui seule transformerait la guerre en une guerre révolutionnaire du prolétariat.*

Mais le prolétariat français lutte pour la défense de l'U.R.S.S. Il ne peut donc tendre à la défaite de la coalition franco-soviétique, car ce serait non seulement la défaite de la France impérialiste, mais aussi celle de la Russie révolutionnaire. Il doit donc, dans le cadre de sa lutte révolutionnaire, soutenir activement chaque mesure, chaque acte qui correspond aux intérêts de la défense de l'U.R.S.S.

Contre ceux qui travaillent déjà et qui multiplieront leurs efforts au moment où la guerre éclatera, en vue d'entraîner les ouvriers dans l'union nationale « pour assurer ainsi la défense de l'U.R.S.S. », les ouvriers révolutionnaires doivent mener une lutte implacable; ce n'est que par la lutte de classe intransigeante que les ouvriers peuvent assurer le mieux la défense de l'U.R.S.S. C'est en luttant contre leur propre bourgeoisie et non pas en s'inclinant devant elle, c'est en démasquant ses buts impérialistes, en organisant, en soutenant toutes les manifes-

tations révolutionnaires de masse, en réalisant les actions internationales des ouvriers, que les prolétaires contribueront le mieux à la défense de l'U.R.S.S.

L'action révolutionnaire des ouvriers et des soldats, loin d'affaiblir la défense de l'U.R.S.S., rendra plus difficile à la bourgeoisie toute velléité de trahir l'U.R.S.S. et de passer dans le camp de ses ennemis. « L'union sacrée » s'oppose ainsi de la façon la plus nette aux intérêts de la défense de l'U.R.S.S., de même que toute participation aux campagnes chauvines contre l'Allemagne.

Les ouvriers doivent dire à leur bourgeoisie: vous autres, bourgeois, vous faites la guerre pour des buts de spoliation. Nous autres, prolétaires de France, nous soutenons l'U.R.S.S., mais nous n'avons rien de commun avec votre politique impérialiste contre l'Allemagne. Les ouvriers allemands sont nos frères de classe, nous voulons ensemble avec eux et les travailleurs de l'U.R.S.S., mener la guerre pour le socialisme, contre les oppresseurs français et allemands.

Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire — et non pas l'état de siège et la dictature militaire — saura faire de la guerre contre les ennemis de l'U.R.S.S. une véritable guerre révolutionnaire; lui seul, il saura déchaîner l'énergie, la force morale, l'héroïsme des masses populaires et réaliser, ensemble avec les ouvriers révolutionnaires du monde entier, une action commune pour la défense de l'U.R.S.S. et pour l'élargissement de la révolution sur le monde entier par la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme mondial.

Pierre LENOIR.

Abonnez-vous. Prenez, si cela vous est possible un abonnement de soutien.

Intéressez vos amis.

ABONNEMENT ANNUEL: 10 fr. — ABONNEMENT DE SOUTIEN: 20 fr.

DOCUMENTS

N. Lénine : La liberté de critique et l'unité d'action

L'article que nous reproduisons fut écrit par Lénine en 1906 et publié dans le numéro 22, du 2 juin 1906, du premier journal bolchévik, *La Vague (Volna)*. Nous attirons l'attention des camarades sur la définition donnée par Lénine des relations entre la liberté indispensable de critique et l'unité d'action dans les cadres du parti prolétarien. En comparant le régime du parti préconisé par Lénine, — « seul digne du parti démocratique de la classe avancée » — avec le régime actuel du P.C.F. et de l'I.C., on comprendra une des raisons d'être principales de notre revue.

Voici les circonstances historiques qui expliquent le contenu de l'article. Les 23 avril-8 mai 1906 eut lieu à Stockholm le quatrième congrès unifié du P.S.D.O.R. (Parti Social-Démocrate Ouvrier Russe), qui réalisa la fusion des fractions bolchévik et menchévik surgies de la scission après le second congrès du P.S.D.O.R. en 1903. Les menchéviks eurent la majorité au congrès de Stockholm (62 menchéviks contre 46 bolchéviks). La majorité des résolutions furent adoptées contre les bolchéviks. Le Comité Central fut élu avec la majorité menchévik: 7 menchéviks contre 3 bolchéviks.

Le 24 mai 1906, soit seize jours après le Congrès, à Pétersbourg eut lieu l'assemblée de 300 ouvriers organisés, membres du P.S.D.O.R. du rayon de Moscou (un des rayons de Pétersbourg), consacrée aux résultats du congrès. Les rapporteurs furent Dan (menchévik) et Lénine. Vers la fin de l'assemblée, une discussion surgit: est-il admissible de critiquer les résolutions du Congrès unifié dans la presse et dans les réunions publiques? Les bolchéviks donnèrent une réponse affirmative, les menchéviks, en essayant de réduire par tous les moyens la discussion sur les décisions du congrès, prétendaient qu'une critique pareille n'était admissible que dans les assemblées du parti. Dans ce sens, Dan proposa une résolution à laquelle Lénine voulut ajouter un amendement. La résolution avec l'amendement de Lénine fut adoptée par toutes les voix contre 30 (nous soulignons cet amendement dans le texte de la résolution).

« L'assemblée des ouvriers organisés du rayon de Moscou de Saint-Pétersbourg, après avoir entendu le rapport sur le Congrès unifié du P.S.D.O.R., décide: 1° que toutes les décisions du congrès doivent être discutées minutieusement dans toutes les cellules, et également dans les journaux social-démocrates et dans les assemblées populaires; 2° que l'unité complète de l'action politique du parti, sur la base des décisions du Congrès, obligatoires pour tout le monde, est absolument indispensable. » Le Comité central menchévik a adopté, en réponse à l'amendement de Lénine, une résolution dont le texte est reproduit par Lénine dans l'article présent.

(NOTE DE LA RÉDACTION.)

La rédaction a reçu la feuille suivante signée par le Comité Central du P.S.D.O.R.:

« Vu que certaines organisations du parti ont discuté sur les limites de la liberté de critique concernant les décisions des congrès du Parti, et en prenant en considération que les intérêts du prolétariat russe

exigeaient toujours la plus grande unité dans la tactique du P.S.D.O.R. et qu'actuellement *cette unité d'action politique* est plus que jamais indispensable. — le Comité Central considère:

« 1° Que tout le monde doit avoir la *pleine liberté* de défendre ses opinions particulières et d'exprimer son avis personnel dans la presse du parti et dans les assemblées du parti;

« 2° Que dans les assemblées politiques larges les membres du parti ne doivent pas mener d'agitation qui va à l'encontre des décisions du congrès;

« 3° Qu'aucun membre du parti ne doit, dans de pareilles assemblées, *ni préconiser des actes contraires aux décisions du congrès*, ni proposer des résolutions en désaccord avec ces décisions. » (C'est nous qui soulignons.)

En analysant le fond de cette résolution, nous y remarquons une série d'étrangetés. La résolution annonce que « dans les assemblées du parti » on a la « liberté complète » de critiquer et d'exprimer ses opinions personnelles (paragraphe 1), mais « dans les assemblées larges (paragraphe 2) aucun des membres du parti ne doit préconiser des actes contraires aux décisions du congrès. » Réfléchissez sur ce qui s'ensuit: dans les assemblées du parti les membres du parti *ont le droit* de préconiser des actes contraires aux décisions du congrès, dans les assemblées larges on « ne donne » pas la pleine liberté « d'exprimer son avis personnel »!

Les auteurs de la résolution ont compris d'une façon complètement fautive les relations entre la *liberté de critique* au sein du Parti et l'*unité d'action* du Parti. La critique, dans le cadre des *fondements* du programme du parti doit être complètement libre (rappelons ne fût-ce que le discours de Plekhanov là-dessus au II^e congrès du P.S.D.O.R. (1) et non seulement dans les réunions du parti mais aussi dans les assemblées larges. On ne peut interdire une telle critique ou une telle « agitation » (car on ne peut séparer la critique de l'agitation). L'action politique du parti doit être unique. Aucun « appel » violant l'unité des actions déterminées, n'est admissible ni dans les assemblées larges, ni dans les assemblées du Parti, ni dans la presse du Parti.

Il est évident que le C.C. a déterminé la liberté de critique d'une façon inexacte et trop étroite; par contre, il a déterminé l'unité d'action d'une façon inexacte et trop large.

(1) Lénine a ici en vue le discours prononcé par Plekhanov à la 21^e séance du II^e congrès du P.S.D.O.R. (1903). Plekhanov dit entre autres: « Les membres de notre parti doivent reconnaître son programme. Cela ne signifie pas, naturellement, que le programme une fois adopté ne puisse être critiqué. Nous avons reconnu, nous reconnaissons, nous reconnaitrons toujours la liberté de critique. Mais celui qui veut rester membre du parti doit, même dans sa critique, rester sur le terrain du programme. » (Procès-verbaux du II^e congrès ordinaire du P.S.D.O.R. Genève (en russe), page 235.)

Prenons un exemple. Le congrès a décidé de voter aux élections à la Douma. Les élections sont une action tout à fait déterminée. Pendant les élections (par exemple actuellement à Bakou) *aucun* appel de ne pas voter n'est admissible en aucun endroit pour un membre du parti. Pendant ce temps, « la critique » de la décision sur les élections est aussi inadmissible, car dans la pratique elle nuirait au succès de l'agitation électorale. Par contre, *la critique* de la décision sur la participation aux élections *au moment* où les élections ne sont pas encore fixées, est permise *partout* aux membres du Parti. Naturellement, l'application dans la pratique de ce principe provoquera aussi des discussions et des malentendus, mais ce n'est que sur la base de ce principe que *toutes* les discussions, *tous* les malentendus peuvent être solutionnés avec honneur pour le Parti. Par contre, la résolution du C.C. crée quelque chose d'impossible.

La résolution du C.C. est fautive quant à son contenu et est *en contradiction avec le statut du Parti*. Le principe du centralisme démocratique et de l'autonomie des organismes locaux signifie *précisément la liberté de critique* entière et en tous lieux, à condition qu'on ne viole pas ainsi l'unité d'une *action déterminée*, et l'inadmissibilité de toute critique qui empêcherait ou rendrait plus difficile l'unité d'une action décidée par le Parti.

Nous considérons que le C.C. a émis une résolution dans cette question importante sans discussion préalable dans la presse du Parti et les organisations du Parti; une discussion pareille lui aurait permis d'éviter les fautes que nous avons indiquées.

Nous rappelons toutes les organisations du Parti à discuter à présent la résolution du C.C. et à exprimer d'une façon nette leur attitude envers elle.

Envoyez-nous vos critiques, vos suggestions. Faites-vous entendre. Faites-vous connaître. Ne restez pas blottis dans une adhésion passive. LA REDACTION VOUS ASSURE LA DISCRETION LA PLUS COMPLETE.

NOTES

Les deux ans à la Chambre

La discussion à la Chambre, le 16 mars, sur les deux ans, jette une lumière crue sur les positions des divers partis et groupements politiques français en face du danger de la nouvelle guerre.

Tous les partis bourgeois — de l'extrême-droite tardieusarde jusqu'au radical de gauche Daladier — se sont placés sur le terrain commun « de la défense nationale », c'est-à-dire qu'ils qualifient à l'avance la guerre de la bourgeoisie française comme une guerre juste. Les divergences au sein de ce bloc ne concernent que les points secondaires: comment mieux utiliser les ressources, comment mieux organiser les forces militaires, comment mieux concilier les exigences de la « défense nationale » et l'opposition des travailleurs à tout accroissement de leurs charges? La discussion entre ces gens, c'est une discussion tactique entre les membres de la même classe, visant au même but.

Peut-on parler d'une divergence de principes entre Paul Reynaud, préconisant l'armée de métier, et Daladier, demandant « qu'on porte l'effort décisif sur l'aviation » et prêt à « appuyer tout effort de Flandin » dans cette direction? Ou bien entre le tardieusard Fabry, voulant que le passage aux deux ans se fasse par une loi, et le radical Herriot, partisan du même passage « dans le cadre de la loi d'un an »? L'unité fondamentale entre tous les partis capitalistes se manifeste d'une façon particulièrement nette dans la politique extérieure et dans la politique militaire qui sont d'ailleurs étroitement liées l'une à l'autre.

*:

Les socialistes, idéologues de la démocratie petite-bourgeoise, ont pris, comme toujours, une position équivoque, intermédiaire, essayant de concilier la bourgeoisie, qui prépare la guerre impérialiste, et le prolétariat, qui combat cette guerre.

Blum est pour la défense nationale dans la guerre éventuelle franco-allemande.

« Je suis convaincu — dit-il — que, pour répondre à une agression caractérisée de l'Allemagne hitlérienne, tous les travailleurs de ce pays se lèveraient, comme les autres Français. »

Ainsi, pour Blum, le conflit entre l'Allemagne et la France, ce n'est pas

un conflit de deux impérialismes en lutte pour les colonies, pour l'hégémonie en Europe, pour les buts de spoliation; non, il s'agit de la lutte entre la démocratie et le fascisme. Blum trompe les ouvriers: en réalité, Hitler ne veut pas imposer le régime fasciste à la France, comme Guillaume II ne voulait pas non plus lui imposer le régime impérial; Hitler veut les colonies, l'Anschluss, la domination en Europe, il est prêt à combattre aussi bien l'Italie fasciste que la France démocratique, quand elles s'opposent à ses desseins. Il est de même prêt à s'allier aux autres impérialistes — démocrates anglais ou militaristes polonais — qui voudraient seconder ses efforts. De même, la France démocratique qui s'accommodait parfaitement de son allié tsariste avant la guerre, et fait aujourd'hui des avances à Mussolini, ne lutte pas pour la démocratie, mais pour le *statu quo*, c'est-à-dire pour le maintien de ses rapines versaillaises, pour son hégémonie en Europe, pour ses colonies, etc.

Par son argumentation « démocratique », Blum rejoint Flandin et le « jacobin » Herriot qui lui aussi clame que « la France défend l'idée démocratique, en même temps que sa sécurité nationale »!

Blum veut défendre l'U. R. S. S. non pas en tant que pays de la dictature prolétarienne, pays de la révolution, mais vu les intérêts de la bourgeoisie française.

« Actuellement, le fait de livrer la Russie à l'agression combinée de l'Allemagne, de la Pologne et du Japon risquerait de livrer à l'Allemagne hitlérienne la France elle-même. »

C'est ainsi qu'argumentent Laval, Herriot, l'Etat-Major; cela n'a rien de commun avec la position du prolétariat. Si l'on raisonne ainsi, on ne voit pas bien ce qui devrait amener les ouvriers américains, italiens ou japonais à défendre l'U. R. S. S., leurs pays respectifs ne « risquant » pas, pour le moment, d'être livrés à Hitler.

Ayant ainsi rallié le « front bourgeois » dans la question fondamentale de la défense nationale, Blum développe sa conception militaire, qui correspond en gros à celle de Daladier.

Mais après avoir assuré ainsi la bourgeoisie de son « attachement au régime » Blum fait un demi-tour « à gauche ». Il développe un plan mirifique de lutte contre la guerre « par l'organisation de la paix », sans toucher au régime capitaliste. Il regrette qu'on ne propose pas à la Chambre de lancer au monde « un de ces appels suprêmes comme il en a connu et qui ont exercé sur lui tant de résonance » (par exemple, les appels au désarmement!).

Le seul moyen efficace contre la course aux armements, c'est, selon Blum, le retour à Genève et l'élaboration d'une convention générale de limitation des armements que « les grandes puissances dites démocratiques proposeraient à la signature de l'Allemagne ».

Ces prêches contre les armements rappellent étrangement les pratiques des sorciers nègres contre la pluie. L'utopie petite-bourgeoise des impérialistes armés jusqu'aux dents lançant des appels « à tous, à tous, à tous » en faveur du désarmement, l'image des héros du 30 juin effrayés par la force morale de ces appels, sont dignes de prendre place parmi les perles de la dégénérescence réformiste. La faillite de la conférence du désarmement a apporté une nouvelle preuve expérimentale qu'il est impossible de désarmer les impérialistes autrement qu'en leur arrachant le pouvoir par la lutte révolutionnaire.

Mais derrière ces revendications utopiques il serait faux de ne pas voir le mécontentement, la colère, l'indignation des masses travailleuses

qui suivent le parti socialiste, contre la politique militariste et impérialiste de la bourgeoisie. Les moyens préconisés par Blum sont stériles et inefficaces, les politiciens dirigeants de la S. F. I. O. veulent canaliser les aspirations de leurs troupes vers « la défense nationale » et « l'union sacrée », mais cela n'est qu'un côté du tableau. L'état d'esprit des masses qui apparaît derrière l'attitude du parti socialiste est un facteur important que le parti communiste n'a pas le droit de méconnaître. Par une politique juste de front unique qui comprend nécessairement la critique marxiste de la politique socialiste, le parti communiste pourrait isoler les chefs réformistes qui ne veulent pas rompre avec la bourgeoisie, qui se placent sur son terrain, qui suivent les radicaux, et réaliser avec les travailleurs socialistes la *lutte commune* contre la politique militaire de la bourgeoisie, en développant, au cours des actions communes, la conscience de classe des travailleurs socialistes.

* *

Le parti communiste ne suit pas cette voie. Thorez, intervenant en son nom a développé la conception opportuniste aussi bien dans la question du front populaire que dans celle du rapprochement franco-soviétique.

Thorez attaque:

« Les trotskistes contre-révolutionnaires et les transfuges du communisme... présentent le rapprochement franco-soviétique comme un bloc qui peut conduire à la guerre, alors qu'il est dans les conditions actuelles un élément de paix. »

Ainsi, ce n'est plus l'U. R. S. S. qui s'oppose aux guerres impérialistes, mais le bloc franco-soviétique. En tant que partie de ce bloc, la France cesse, si l'on comprend bien Thorez, d'être un facteur de la guerre. Par les affirmations de ce genre Thorez, tout comme les petits-bourgeois pacifistes, endort la vigilance des ouvriers français, il camoufle le caractère *contradictoire* de ce bloc dont un des participants (l'U. R. S. S.) poursuit actuellement une politique de paix, mais l'autre, la France, prépare la guerre impérialiste comme Thorez le montre lui-même dans son discours.

Pour lutter contre les deux ans, Thorez fait appel « au front populaire du travail, de la liberté et de la paix ». Il veut grouper tous ceux qui s'opposent aux deux ans. Pour ne repousser personne, il s'adapte à l'idéologie petite-bourgeoise et attaque les deux ans... du point de vue de la sécurité en citant abondamment un discours du radical Félix Chautemps contre les trois ans, fait en 1913. Thorez dit:

« Qui peut prétendre que la sécurité du pays puisse dépendre du nombre de soldats encasernés en temps de paix?... Cette mesure (loi de deux ans) est absolument inopérante quant à la préparation et à la conduite de la guerre... Si les négociations diplomatiques étaient, comme on le prétend, fructueuses, il faudrait qu'à cette sécurité accrue et consolidée corresponde une réduction des armements. »

Tous ces arguments, empruntés chez Daladier et chez Blum, n'ont rien de commun avec le communisme. Si l'on considère que les mesures proposées par le gouvernement doivent être rejetées, car elles sont *inoopérantes*, on se place sur le terrain de la technique militaire, on abandonne la *politique de classe*, on crée inévitablement un état d'esprit favorable aux mesures *opérantes* et efficaces, comme l'accroissement de l'aviation, la motorisation, etc.

Le but de ces concessions à l'idéologie radicale est de réaliser l'action commune avec « les socialistes, les ouvriers et paysans qui suivent le parti radical, avec les mères, épouses, femmes », en un mot un front large des hommes de bonne volonté contre l'Etat-Major, les marchands de canons et le gouvernement.

Quels sont les moyens de lutte préconisés? Signature de pétitions, envoi de délégations aux pouvoirs publics, campagne dans le pays pour la dissolution de la Chambre, création des comités populaires contre les deux ans. A cela, Vaillant-Couturier, ce nouveau converti au gandhisme, ajoute la revendication burlesque « que les fascistes s'engagent dans l'armée ».

Pour les ouvriers révolutionnaires la lutte contre les deux ans est une lutte de classe, c'est-à-dire un épisode dans la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, contre sa politique impérialiste et réactionnaire. Tous ceux qui s'opposent aux deux ans, en considérant que c'est une mesure *inoopérante*, tous les partisans d'autres modes de renforcement de la « sécurité » du pays, en un mot tous les partisans « de la défense nationale de la France impérialiste » se trouvent de l'autre côté de la barricade, ils forment une fraction de l'ennemi de classe. On peut, on doit utiliser les contradictions au sein de l'ennemi, mais la condition préalable pour toute action de ce genre est la *délimitation* rigoureuse et précise des ouvriers révolutionnaires et des travailleurs qui sont prêts à les suivre pour lutter efficacement contre les deux ans et contre la bourgeoisie, et des démocrates pacifistes et autres confusionnistes, qui ne peuvent qu'affaiblir le front antimilitariste et antiimpérialiste. Cette délimitation ne doit pas nous empêcher de soutenir chaque *pas réel* fait par les démocrates bourgeois sous la pression des masses contre le militarisme et l'impérialisme (défense des revendications des soldats, des peuples coloniaux, vote contre les crédits de guerre, etc.), mais c'est précisément en les critiquant, en dénonçant leurs hésitations, leur confusionnisme que le prolétariat peut les pousser dans cette voie.

Le pétitionnement peut dans certaines conditions être le début d'une action politique sérieuse dans la mesure où le parti révolutionnaire montre aux ouvriers dès le premier pas que la lutte efficace contre le militarisme et la guerre exige d'autres moyens que les pétitions et les meetings. Les communistes doivent expliquer aux masses que pour empêcher le développement du militarisme et la guerre, il faut *dès maintenant* préparer le passage aux formes supérieures de lutte; la lutte contre le militarisme et la guerre visant une des bases du régime capitaliste. Chaque résultat partiel doit servir de point de départ pour le développement et l'élargissement de la lutte et ne peut d'aucune façon être conçu comme un but en soi. Faire croire aux masses, comme le font actuellement les dirigeants du parti, qu'on peut arrêter la course mortelle à la guerre et briser les plans de l'Etat-Major par des pétitions, des meetings, de nouvelles élections, c'est du pire « crétinisme parlementaire », c'est objectivement une capitulation lamentable devant les réformistes.

P. L.

Le C.C. du Parti Communiste Allemand avoue sa faillite

Deux ans après l'instauration de la dictature fasciste en Allemagne, le Comité Central du Parti Communiste a tenu ses assises qualifiées par la presse communiste officielle de « session importante ». L'importance de ces assises est incontestable: le C. C. devait faire le bilan du travail du parti en Allemagne sous la dictature fasciste. Ce bilan est consigné dans une résolution (1).

Pour comprendre pleinement sa signification en tant qu'aveu de la faillite de la politique du P. C. A. et de l'I. C., il faut invoquer la résolution mémorable du Comité Exécutif de l'I. C. adoptée « à l'unanimité » le 1er avril 1933, soit immédiatement après la victoire de Hitler (à propos, la résolution actuelle du C. C. fut également adoptée à l'unanimité). Voici quelques extraits de la résolution du 1er avril.

« Mais les ouvriers social-démocrates entraînant à leur suite la majorité de la classe ouvrière en Allemagne... ont, chaque fois, renoncé, dans leur ensemble, au front unique avec les communistes et ont brisé la lutte de la classe ouvrière... Les communistes avaient raison de qualifier les social-démocrates de social-fascistes... Elle (la dictature fasciste, W. B.) dissipe toutes les illusions démocratiques des larges masses ouvrières... La poussée révolutionnaire grandira inévitablement en Allemagne, malgré la terreur fasciste... L'instauration de la dictature fasciste ouverte, dissipant toutes les illusions démocratiques des masses et libérant celles-ci de l'influence de la social-démocratie, accélère la marche de l'Allemagne vers la révolution prolétarienne. » (2).

Examinons, sur la base de la nouvelle résolution du C. C., quelle influence ont exercée dans le travail pratique du P. C. A. cette orientation politique et cette appréciation de la situation en Allemagne.

Commençons par la thèse: « Les communistes avaient raison de qualifier les social-démocrates de social-fascistes ». Le C. C., confirme-t-il ce « droit historique » que lui accorda l'instance suprême de l'Internationale Communiste? Voici ce qu'écrivit là-dessus la résolution:

« Au lieu de prendre au mot les chefs de gauche de la social-démocratie qui se sont déclarés dans leurs articles favorables au front unique avec les communistes... on a dirigé d'une façon doctrinaire le feu principal contre ces gauches. »

Oui, mais d'où vient donc cette « façon doctrinaire »? De personne d'autre que du C. C. du P. C. A. et en premier lieu du Comité Exécutif de l'I. C. avec sa résolution d'avril 1933. Cette politique a eu ses conséquences en Allemagne comme le constate la résolution du C. C.:

(1) *La Correspondance Internationale*, n° 17-18 du 2 mars 1935, p. 318.

(2) *Que se passe-t-il en Allemagne?* (brochure de Heckert, Paris, 1933), pp. 27-32.

« L'application insuffisante de la politique de front unique par notre parti a permis à la direction de Prague du parti socialiste allemand d'étendre ses liaisons dans le pays et de créer un réseau central d'organisation, et cela malgré l'opposition de la plupart des groupes du P.S.A. dans le pays à l'égard de sa politique et malgré les dissensions au sein même de la direction du parti. » (C'est moi qui souligne. W. B.)

Ainsi, deux ans après que la social-démocratie allemande fut brisée, non pas par Hitler, mais par la trahison de ses chefs qui le 17 mai 1933 votèrent au Reichstag pour Hitler, deux ans après que les chefs syndicaux obligèrent les ouvriers à manifester, le 1er mai 1933, sous le drapeau de Hitler, Wels, Hilferding, Stampfer et compagnie réussirent à « étendre leurs liaisons dans le pays et à créer un réseau central d'organisation ».

En avril 1933, le C. E. de l'I. C. proclama que la dictature fasciste « libère les masses de l'influence de la social-démocratie ». Aujourd'hui, le C. C. du P. C. A. doit reconnaître que sa politique repoussa en grande partie les ouvriers socialistes dans les bras des chefs social-démocrates.

Le tableau de la politique syndicale est encore plus effrayant. Le C. C. doit avouer que sa propre politique syndicale

« favorisait pratiquement les tentatives d'anciens chefs syndicaux réformistes pour rassembler leurs cadres et constituer leurs propres groupes. »

Celui qui croit que le C. C. dira maintenant ouvertement aux ouvriers pourquoi la politique syndicale du parti a été fautive avant et après l'arrivée de Hitler au pouvoir, se fait des illusions. Le C. C. annonce tout simplement un nouveau tournant brusque:

« Dans la reconstruction des syndicats libres (Syndicats réformistes. W. B.), les fédérations rouges et groupes de l'opposition syndicale révolutionnaire passent dans les organisations syndicales libres. »

Ce tournant était indispensable depuis longtemps, il vient trop tard pour pouvoir sauver autre chose que de petits groupes; il est néanmoins nécessaire et juste. Mais la façon même dont ce tournant est réalisé empêche qu'il aboutisse à la véritable unité syndicale, même en germe. Comme l'on sait, la question « syndicats révolutionnaires ou syndicats uniques » constituait une des questions les plus discutées dans le mouvement ouvrier allemand de 1918-33. Sans un tournant net et conséquent, sans expliquer aux ouvriers pourquoi l'unité syndicale est une nécessité qui justifie même des sacrifices, sans une autocritique honnête et ouverte, le danger existe qu'une partie de militants syndicaux rouges illégaux ne comprennent pas le tournant, se détournent du P. C. A. et tombent sous l'influence de l'anarcho-syndicalisme. Ainsi la politique du C. C. est stérile, vu son caractère bureaucratique, même là où elle constitue objectivement un pas en avant.

Où est l'essor révolutionnaire dont le développement inévitable fut annoncé solennellement pour l'Allemagne par les dirigeants de l'I. C. en avril 1933? Où est la marche accélérée de l'Allemagne vers la révolution prolétarienne? Pas un mot là-dessus dans la résolution du C. C. La situation est trop sombre en Allemagne, la lutte est trop dure, pour qu'on puisse jeter des phrases pareilles si cruellement démenties par le développement de la situation sous la dictature fasciste.

La politique et les appréciations du C. E. de l'I. C. et du C. C. se sont avérées fausses. La résolution ne le reconnaît pas ouvertement, mais elle apporte des preuves irréfutables dans ce sens. Mais cela n'aboutit pas au véritable tournant du parti, on persiste dans les anciennes erreurs.

La meilleure preuve est fournie par l'attitude du C. C. envers la défaite dans la Sarre. La résolution écrit là-dessus :

« ...Le parti ne fut que très insuffisamment renseigné sur l'état d'esprit nationaliste des masses... et ne mena que très insuffisamment la lutte idéologique contre le nationalisme. »

Le lecteur se réjouit. Alors, ils ont au moins compris *cela* ! Hélas, ce n'est qu'une illusion. La politique dans la Sarre était, selon le C. C., *trop peu* nationaliste. Il fallait faire comprendre aux masses que :

« La lutte pour le *statu quo* était un pas sérieux dans la voie de la véritable libération nationale de l'Allemagne. »

Ainsi l'Allemagne serait un pays opprimé au point de vue national, et non pas un pays impérialiste ? Prépare-t-elle sa guerre de libération nationale, ou bien une guerre impérialiste de spoliation et de brigandage ? En face d'une pareille confusion dans les questions fondamentales de la lutte de classes en Allemagne, rien d'étonnant que le C. C. offre comme moyen de guérison la propagande renforcée pour le programme de libération sociale et nationale de l'Allemagne de 1930, programme dont l'esprit est nettement national-bolchevik.

S'il fallait apprécier le parti communiste allemand d'après ses dirigeants, il serait vraiment perdu. Mais à côté de ce C. C., contre lui, dans le parti, mûrissent de nouvelles forces révolutionnaires qui cherchent les voies pour la rénovation du Parti. La destinée du mouvement communiste allemand sera déterminée en premier lieu, par ces forces-là.

W. B.

Les Brandleriens et le « cas Kirov »

Dans leur journal, publié en allemand « *Gegen den Strom* » (n° 1 de 1935), les brandleriens (opposition communiste de droite) prennent position envers le « cas Kirov ». Ils approuvent toutes les mesures contre Zinoviev, Kamenev et leurs amis, contre Nikolaïev et ses coaccusés, contre les 119 fusillés. Ils écrivent :

« Est-ce que ces actes de terreur révolutionnaire et de justice révolutionnaire sont justifiés ? Ils le sont pour chaque véritable révolutionnaire, pour chaque véritable partisan de la dictature prolétarienne. Cela ne vaut pas la peine de parler des gardes blancs qui préparaient des actes terroristes. Quant aux membres du parti fusillés, le fait qu'ils eurent recours à la terreur individuelle contre le parti, aggrave le jugement qu'il faut porter sur leur activité. Cette activité est, en fait, une activité contre-révolutionnaire. »

Il est incontestable pour chaque révolutionnaire prolétarien que le gouvernement soviétique a le droit et le devoir de punir les ennemis du régime soviétique et les contre-révolutionnaires. La culpabilité de Nikolaïev n'est pas non plus en question. Mais cela ne suffit pas pour déduire que « ces actes de terreur et de justice » sont justifiés. En dehors de Nikolaïev, furent condamnés Zinoviev, Kamenev, Safarov et autres vieux bolchéviks, auxquels aucune participation à l'acte de Nikolaïev n'est même reprochée. Il y a aussi 119 « gardes blancs » dont le gouvernement soviétique n'a publié que les noms et prénoms. On n'a pas répondu jusqu'à présent aux affir-

mations du *Populaire* (30-12-34) d'après lesquelles parmi les fusillés, il y aurait plusieurs communistes.

Or, par le décret du 1^{er} décembre 1934, adopté dès que l'assassinat de Kirov fut connu, le gouvernement soviétique a introduit une procédure sommaire et secrète dans les procès politiques, procédure qui ne fut pas appliquée ni aux socialistes-révolutionnaires en 1922, ni dans aucun autre procès politique. Cette procédure rend impossible la connaissance exacte de toutes les circonstances, elle empêche tout contrôle des ouvriers soviétiques et étrangers sur les débats des tribunaux dans l'affaire Kirov. Ce décret est-il justifié ? Nous aimerions connaître là-dessus l'opinion des brandleriens.

Dans cette situation, le devoir d'un marxiste, d'un révolutionnaire prolétarien est de soumettre à la critique la version officielle et d'essayer de dégager les enseignements du « cas Kirov » sur la base de l'analyse des conditions sociales qui l'ont engendré.

Mais les brandleriens n'ont besoin d'aucune analyse de ce genre ; pour eux, l'exposé des dirigeants du P. C. de l'U. R. S. S. malgré les contradictions et les invraisemblances flagrantes, est une vérité absolue qu'il faut accepter comme une parole sainte. Nous ne rappellerons qu'en passant l'opinion de Lénine sur « les idiots qui croient sur parole ».

Mais une autre question se pose : s'il suffit d'un communiqué officiel pour que Brandler et ses amis croient ferme que Zinoviev, Kamenev, etc., sont des fascistes, que critiquer la direction du P. C. de l'U. R. S. S. c'est faire du travail contre-révolutionnaire, etc., pourquoi s'arrêter là ?

Le P. C. de l'U. R. S. S. est le parti dirigeant de l'I. C., les verdicts de l'I. C. doivent donc être non moins infaillibles que ceux des organes soviétiques. Or, à plusieurs reprises, l'I. C. a proclamé que Brandler est un contre-révolutionnaire ; il n'y a pas longtemps nous avons lu dans une des revues de l'I. C. que les brandleriens jouent en Allemagne le rôle d'agents provocateurs au service de la police, etc. C'est le même langage que celui employé envers Zinoviev-Kamenev. S'il voulait être conséquent, Brandler devrait donc reconnaître que « chaque véritable révolutionnaire » doit considérer Brandler et ses amis comme de la « racaille contre-révolutionnaire », comme des ennemis du prolétariat, etc.

L'attitude de Brandler envers le gouvernement soviétique et la direction du P. C. de l'U. R. S. S. n'est pas celle d'un révolutionnaire prolétarien, mais d'un courtisan en disgrâce qui cherche en vain à reconquérir par une admiration aveugle les faveurs du maître. Un véritable révolutionnaire prolétarien, un véritable partisan de la dictature prolétarienne, défend l'U. R. S. S. contre ses ennemis autrement qu'en approuvant tout ce que fait le gouvernement soviétique. Tout en entraînant les ouvriers au soutien actif de l'U. R. S. S. contre ses ennemis réels (et souvent contre ses soi-disant amis), qu'il doit dénoncer et combattre, il a le devoir de soumettre à une critique franche l'activité du gouvernement soviétique. Par l'admiration béate, la flatterie, la justification des fautes, on rend le pire service aux ouvriers soviétiques et au prolétariat international ; au lieu d'éduquer on obscurcit au contraire sa conscience de classe, on ne remplit pas ainsi le devoir élémentaire du marxiste révolutionnaire : dire ce qui est aux ouvriers. Par sa canonisation de la politique de l'U. R. S. S., Brandler fait le jeu de la direction de l'I. C. Il lui fournit des armes contre les camarades qui tendent à la rénovation du mouvement communiste, il désarme ses propres partisans devant les ennemis de l'U. R. S. S.

Engels a ridiculisé en 1874 les blanquistes qui voulaient canoniser la Commune de Paris et la déclarer infaillible (voir n° 3 de *Que Faire?*, p. 32). 60 ans après, Brandler essaie de faire de même avec la Commune Russe en couvrant sa tentative du drapeau du marxisme. Il ne se fait que plus ridicule.

A. M.

REVUE DES REVUES

LA BATAILLE SOCIALISTE, n° 85. — RÉVOLUTION, n° 3. — A souligner l'article de Pivert « 6 février 1935: autocritique ». « Nous insisterons auprès du Conseil National pour que *tout le territoire* soit organisé en vue des luttes prochaines: autodéfense du Parti, autodéfense du prolétariat... » (soul. par l'auteur.) Pivert ne cesse de partir en guerre contre les grands chefs du P. S. qui se moquent pas mal de ses « états d'alerte » et de toute cette phraséologie pompeuse. Du reste, à notre connaissance, au C. N., Pivert n'a pas livré la grande bataille promise. Par contre, il affirma son attachement indestructible aux dirigeants de la S. F. I. O. Ce qui ne l'empêche pas d'écrire dans l'article cité: « qu'il faut » briser résolument tous les « freinages suspects » s'opposant à *l'offensive politique* du prolétariat. Belles paroles, qui ne coûtent pas grand'chose, si elles ne sont pas suivies par des actes.

La « Révolution » pose plus concrètement le problème de l'offensive. Elle intitule son article-programme: « Le front unique au pouvoir » et prêche la création partout de comités d'action pour réaliser ce mot d'ordre: « Pour le renversement de Flandin et de sa clique *par la grève générale* et pour imposer un gouvernement du front unique *ce qui est pratiquement possible dans les semaines qui viennent* » (souligné par l'auteur). Après avoir démontré le vide du mot d'ordre « imposons la dissolution des ligues fascistes » l'article conclut: « Il s'agit rapidement d'engager une offensive décisive sous peine de supporter longtemps les contre-coups d'une défaite ».

Il serait bien que les rédacteurs de la « Révolution » précisent comment ils s'imaginent la prise du pouvoir par le « front unique »: s'agit-il du gouvernement parlementaire de coalition entre communistes, socialistes et certains groupes radicaux ou bien du gouvernement révolutionnaire s'appuyant directement sur le prolétariat armé. Dans le premier cas, ce ne serait qu'un genre du gouvernement socialo-communiste en Saxe et Thuringe en 1923, incapable d'agir et voué à l'échec. Dans le second cas, c'est d'une révolution qu'il s'agit. Comment la préparer dans les semaines qui viennent? Voici le problème sur lequel il faudrait répondre.

*
**

CAHIERS DU BOLCHEVISME, n° 5, 1935. — Dans l'éditorial du n° 5, Thorez assure que grâce au Pacte « le fascisme marque un temps d'arrêt, la classe ouvrière a retrouvé l'élan et la vigueur, elle a le sentiment de sa force, de sa capacité politique, de son avenir ». Cachin dans l'Huma est allé plus loin, affirmant que le Pacte « a sauvé la France du fascisme ». Blum chante sur le même ton dans le Popu. Ainsi le long piétinement sur place du front unique (constaté même par un récent article de P. C.), aurait abouti à des victoires éclatantes. Cette dangereuse illusion est en train de s'implanter dans l'esprit des militants. On leur fait croire qu'on peut à coups de manifestations pacifiques forcer l'ennemi à la retraite. Cette idée chère à Blum et à ses fidèles n'a rien de commun avec le marxisme.

Signalons dans le même numéro un article de Donnier sur la question des cadres dans notre parti. L'auteur se plaint amèrement de la faiblesse et

de l'insuffisance des véritables cadres révolutionnaires. Il donne mille recettes pour remédier à cet état de choses mais oublie l'essentiel: tant que le régime étouffant toute vie politique, toute discussion plus large à l'intérieur du Parti subsistera, la qualité des cadres ne fera que baisser. La trique n'est pas la bonne méthode pour former des militants capables de penser indépendamment, aptes à diriger politiquement les masses.

Constatons enfin que la rédaction des Cahiers a le sens de l'ironie. Dans le numéro 5, elle publie un article de Lénine intitulé suggestivement: « Reconnaître ses erreurs et les corriger ». Est-ce l'anniversaire du 6 février qui a fait songer les rédacteurs des Cahiers à cet article intéressant? Il ne tombe pas mal à propos.

*
**

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, n° 3 et 4. — Dans presque chaque article, il y a la critique de la politique et de la théorie de la social-démocratie. Malheureusement, ces « bonnes pages », Cachin — saluant bas le Conseil National du P. S. — les traite de « formules de P. C. » et Marty de « réminiscences historiques ».

Signalons un article de Gottwald contenant nombre de conseils souvent judicieux pour apprendre aux camarades à combattre auprès des ouvriers socialistes l'idéologie néfaste de leurs chefs. On se demande seulement pourquoi cet article fut traduit en français puisque les critiques qu'il recommande sont en France proscrites en vertu du Pacte.

Parmi les recettes de Gottwald, nous recommandons particulièrement à nos amis celle-ci:

« Pour démontrer aux ouvriers social-démocrates toute la folie de ce mot d'ordre de défense de la « patrie » bourgeoise, on peut se servir de la comparaison suivante. Imagine-toi que tu es enfermé dans une prison, qu'une bande de brigands attaque celle-ci et qu'un détenu lance à ce moment ce mot d'ordre: tous debout pour la défense de notre prison de l'ennemi! Ne dira-t-on pas que cet homme a perdu la raison? »

Nous proposons à nos amis qui se serviront de cette image — si persuasive dans sa simplicité — d'y ajouter ceci: « Imagine-toi encore qu'un autre détenu se met un beau jour à crier à tout propos: j'aime ma prison, nous aimons notre prison, il faut aimer notre prison. Ne dira-t-on pas que cet homme, etc., etc. » Il est vrai qu'en France, cet amendement servirait surtout auprès des ouvriers communistes...

*
**

LE COMBAT MARXISTE, N° 16. — Article de Laurat: « Où va la Russie? ». L'auteur reprend sa thèse sur la nature de l'Etat soviétique. Il se refuse d'y voir la dictature du prolétariat, la propriété des moyens de production dans ce pays n'étant pas collective. « L'on ne peut parler de propriété collective que si la collectivité des travailleurs dispose librement de ce qui appartient à l'Etat, autrement dit si l'Etat est entre les mains de cette collectivité. » Se déclarant d'accord avec le mot de Trotsky que la bureaucratie a « exproprié politiquement le prolétariat », Laurat reproche à l'ancien commissaire de guerre qu'il se « débat dans de ridicules contradictions » affirmant que les formes de propriété créées par la révolution d'octobre sont restées intactes. Mais Laurat ne donne pas de réponse à la question: « Quelle classe sociale règne en Russie? ». De son exposé, il ressort que la bureaucratie ne sert aucune classe sociale, sauf elle-même. Ainsi toute la théorie marxiste de l'Etat se trouve culbutée. L'argumentation de Laurat est pauvre; il opère constamment avec l'argument sentimental sur les persécutions des ouvriers par la bureaucratie, comme si ces persécutions pouvaient être le facteur décisif dans la détermination du caractère social de l'Etat.

P. G.

Boîte aux lettres

Nous donnons ci-après des extraits de lettres que nous avons reçu.

D'une lettre du camarade L., membre des J. C. (écrite au début de février).

« ... Le n° 1 de Que Faire? (janvier 1935) me plaît bien. L'éditorial est bon, mais il n'épuise pas le sujet. L'auteur en parlant de briser « le corset de fer » pourrait être plus explicite sur la façon et les moyens de le faire. S'il considère (ce qu'il fait entendre) que c'est la pression de la base qui va transformer le parti, il devrait prouver par les faits dans quelle mesure la base peut encore influencer les sommets.

« L'article sur la Sarre a beaucoup plu à moi et aux copains qui lisent chez nous la revue. Il a eu d'ailleurs rapidement sa triste confirmation. Celui sur les partis politiques en France est une idée heureuse. J'espère que vous développerez ce sujet prochainement. Une autre bonne idée est d'ouvrir la tribune de discussion pour le VII^e congrès de l'I. C. L'article qui y est consacré contient un riche matériel de comparaison, c'est peut-être le meilleur du numéro.

« Par contre les notes, surtout celles sur Kirov ne me plaisent pas du tout. L'analyse des raisons du crime de Nicolaïev n'est pas juste. On ne peut pas le lier directement à la collectivisation ou au marché libre du pain. La cause directe du crime, il faut la chercher dans le régime intérieur du parti. J'espère que vous reviendrez encore sur ce sujet. »

Il est facile de se convaincre, en parcourant les n°s 2 et 3 de la revue, que nous avons tenu compte des suggestions du camarade L. Nous demandons aux camarades de suivre l'exemple du camarade L. et de nous écrire en nous communiquant leurs remarques et suggestions, de collaborer ainsi avec la rédaction.

D'une lettre du camarade M., membre du P. C. F., Paris (écrite en mars).

« Un numéro (n° 3) de votre revue que j'ai acheté, m'a frappé, car les sujets que vous traitez correspondent à mes préoccupations. L'article « Faut-il se laisser matraquer? » est très clair, j'ai senti où en est le parti en pensant qu'on ne peut pas développer ces idées marxistes élémentaires dans la presse du parti. Je me suis procuré tous les numéros de Que Faire?, je n'ai pas encore lu tout (j'ai peu de temps disponible) mais je suis complètement d'accord avec vous. Les préfaces dans le n° 1-2 et celle sur « Le premier pas » parlent au cœur des militants, l'article « Entre deux Congrès de l'I. C. (n° 1) m'a ouvert les yeux sur la profondeur de la crise de notre Internationale. L'article de la Sarre est intéressant.

« Je joins 10 francs à titre de soutien, j'ai amené déjà un copain à lire Que Faire?. J'espère vous faire encore des lecteurs. »

Le camarade Valeriani nous écrit:

« ...Il s'agit de l'éditorial du deuxième numéro de Que Faire? la Sarre...

« Vous affirmez: on aurait pu mettre en mouvement les masses prolétariennes seulement si on avait mené la lutte dans la Sarre en même temps

et contre Hitler et contre la France impérialiste et la S. D. N. avec le but de constituer une Sarre indépendante.

« Vous avez raison. Mais comme il arrive souvent pour les observateurs qui se tiennent trop loin des champs de bataille qu'ils envisagent et examinent, vous n'avez raison que d'un seul point de vue là où il y en a deux à remarquer. Sans doute pour rester fidèle au léninisme, il n'y avait que cette voie à suivre. Pour rester fidèle à la tactique bolchévik il fallait prendre cette position que vous indiquez. Mais il ne s'agissait pas, au moment du plébiscite sarrois, d'apporter une confirmation au léninisme mais d'arracher une victoire au fascisme. N'oubliez pas, camarades, que ce qui fait l'immensité de Lénine, c'est sa capacité d'adapter la doctrine aux circonstances, c'est son élasticité dans son intransigeance. On ne conçoit pas Lénine, autrement qu'un chef qui donne une fois le mot d'ordre de saboter la Douma, une autre fois le mot d'ordre de collaboration à la Douma.

« Le léninisme, c'est la Nep. Le léninisme, c'est un Pas en arrière, deux pas en avant.

« Vous adaptez le léninisme livresque à la Sarre mais non le léninisme réel, pratique. « La Sarre indépendante? » Mais ce mot d'ordre aurait éloigné des masses ouvrières conscientes et organisées, toute une foule d'éléments chancelants, toute la petite bourgeoisie et toute l'aristocratie ouvrière. Les masses incapables de comprendre le statu quo, auraient eu mille fois plus de raisons de ne pas comprendre l'indépendance. De plus l'indépendance aurait jeté entre les bras de Hitler toute la masse des patriotards « honnêtes » que le fascisme éloignait de lui!

« Que maintenant, on voie clairement la faillite du statu quo, c'est une autre affaire. Mais ce n'est pas parce que ce mot d'ordre n'a pas été juste que nous sommes à enregistrer cet échec. Le mot d'ordre de statu quo — les résultats du plébiscite le prouvent — a été même trop étroit pour les électeurs sarrois. Il fallait un mot d'ordre plus large encore qu'on ne saurait trouver. »

Le manque de place nous oblige à réduire notre réponse au minimum. Nous nous limitons donc à deux questions: 1° statu quo ou indépendance; 2° raisons de la défaite dans la Sarre.

Quant au premier point, il nous semble qu'il y a un malentendu. Nous n'avons jamais opposé au mot d'ordre tactique de statu quo l'orientation sur « une Sarre indépendante, débarrassée de la tutelle de la S. D. N. ».

Avant le plébiscite nous écrivions:

« Le vote, le 13 janvier, pour le statu quo, n'est pas une reconnaissance du régime de la S.D.N., mais une lutte contre le fascisme allemand et contre l'impérialisme français, afin de remplacer le régime actuel par un gouvernement révolutionnaire ne s'appuyant pas sur une police internationale, mais sur les forces armées du prolétariat de la Sarre. » (Que faire? janvier 1935.)

Nous croyons qu'il faut chercher une des causes du rejet par les travailleurs sarrois du statu quo dans la politique opportuniste du front uni du P. C. et du P. S. Elle créait l'impression que le front uni approuvait la situation donnée, c'est-à-dire le maintien du protectorat français.

Or, la lutte révolutionnaire pour le statu quo avec le but: la constitution d'une Sarre indépendante — indépendante aussi bien de Hitler que de la S. D. N. et de la France — aurait pu mobiliser une grande partie du prolétariat.

Quant à la deuxième question, tu dis: « Il fallait un mot d'ordre plus large encore qu'on ne saurait pas trouver. »

Nous ne le croyons pas. Il n'y a pas de solution abstraite qui aurait pu changer le rapport des forces entre les antifascistes et les chauvins. Ce sont les méthodes de lutte qui ont décidé de son issue.

Le Front Uni luttait par des méthodes parlementaires, par des pétitions successives à la S. D. N., par des manifestations spectaculaires et platoniques; le Front Allemand luttait par des méthodes extra-parlementaires, s'appuyant sur la force de ses masses, en employant à fond l'action directe et la terreur. Le Front Uni était déchiré par des contradictions internes: les chefs social-démocrates agissaient comme des laquais authentiques de l'impérialisme français, les catholiques, partisans du statu quo, intriguaient et attaquaient les communistes. Et les communistes? Au lieu d'exercer une critique positive et sérieuse envers leurs alliés momentanés et de montrer nettement leur propre visage révolutionnaire, ils se taisaient, et couvraient l'attitude opportuniste et réactionnaire de leurs alliés. Alors que le Front Allemand excitait et poussait les mineurs, pour des raisons chauvines, contre l'administration française des mines, le Front Uni se déroba à l'organisation de la lutte des mineurs contre leurs exploiters.

Ce qu'il faut encore souligner, c'est la carence de la solidarité prolétarienne internationale. Derrière le Front Allemand apparaissait la puissance de l'Allemagne qui appuyait la lutte de toutes ses forces morales et matérielles. Le Front Uni sur lequel pesaient les conséquences de la défaite cuisante de 1933, ne pouvait compter sur rien d'autre que quelques articles et résolutions dans la presse communiste et socialiste de France.

La tragédie de la Sarre ne réside pas tellement dans le fait que la petite-bourgeoisie rejoignit le camp national-chauvin. Cela était presque inévitable.

La tragédie de la Sarre consiste en premier lieu dans la pénétration du chauvinisme dans la conscience de l'immense majorité du prolétariat, y compris les ouvriers organisés.

Nous sommes convaincus qu'une franche politique prolétarienne de classe appuyée énergiquement par le prolétariat international aurait conquis non seulement les ouvriers, mais aussi une partie de la petite-bourgeoisie au statu quo.

Nous te remercions de ta lettre et te demandons d'envisager une participation plus régulière à notre travail.

Correspondance

Groupe de Jeunes: Nous avons reçu votre lettre de même que l'article. Nous vous répondons par la poste.

Camarade Reiland, Luxembourg: Nous te remercions de ta lettre chaleureuse, et de ton appui. Répondons par poste.

Le Gérant : G. RUCAR



Imprimerie U. DE COSTER Fils
12 rue Notre-Dame de Nazareth PARIS-3^e

SOMMAIRES DES NUMEROS DEJA PARUS

- NUMERO SPECIMEN (novembre-décembre 1934) :** Rédaction : Préface. — Editorial : Vers des luttes décisives. — *D. Lafont:* Le Front Unique. — *M. Bréval:* Le Parti et les classes moyennes. — *P. Garnier:* Y a-t-il un mouvement fasciste en France? — *W. Bertram:* Le chemin qui a conduit Trotski à la social-démocratie. — **DOCUMENTS :** Lénine et le Front Populaire.
- N° 1 (2^e Année), janv. 1935 :** *La Rédaction:* Le Problème du Parti Unique. — *W. Bertram:* La lutte pour la Sarre. — *M. Bréval:* Contribution à l'étude des partis politiques en France. — *P. Lenoir:* Entre les deux Congrès de l'I. C.
- N° 2 (2^e Année), févr. 1935 :** *La Rédaction:* La Sarre: une leçon. — *P. Lenoir:* Le chemin de l'Unité Syndicale. — *M. Bréval:* Pour un programme d'action révolutionnaire. — *A. Martin:* L'affaire Nicolaïef.
- N° 3 (2^e Année), mars 1935 :** *La Rédaction:* Le premier pas. — *M. Bréval:* Faut-il se laisser matraquer? — *R. Brizon:* L'Internationale Communiste et la crise. — **DOCUMENTS ET NOTES:** Comment on falsifie l'histoire du Parti Bolchevik. — Revue de la presse de l'I.C., etc.

Souscrivez :

De l'Union Sacree à Zimmerwald

par ALFRED ROSMER

L'attitude de la classe ouvrière devant la guerre 1914-18
Un fort vol. in-8, avec reproduction de documents. . 30 fr.
A la mise en vente, le prix de l'ouvrage sera porté à 40 francs

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-&-Meuse, Paris-10

Lisez la brochure :

La Guerre Civile en Autriche

par W. BERTRAM

Un remarquable exposé des causes, du développe-
ment et des leçons des luttes de Février 1934

Prix : 1 FR. En vente à la Librairie du Travail et à la
Librairie Espagnole, 10, rue Gay-Lussac

QUE FAIRE? est en vente :

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Xe.

Librairie Espagnole, 10, rue Gay-Lussac, Ve.

Librairie du Luxembourg, 73, boulevard Saint-Michel.

Et dans les principaux kiosques.